Nouvelle Océane

*Non, M. Verchère, ce n'est pas du tout « raisonnable » **

Parce que la terre ne peut plus supporter le modèle de développement économique actuel et qu'il n'y aura pas d'emplois sur une planète morte, de nombreux citoyen·ne·s inquiet·e·s et déterminé·e·s se lèvent pour proposer des alternatives soutenables et vertueuses. En l'occurrence, garder des terres fertiles au sein d'une grande agglomération pour les allouer en partie à une agriculture biologique locale et renoncer à artificialiser des zones qui rendent des services écosystémiques indispensables.

Légitimité citoyenne

Ainsi, ce sont plusieurs centaines de personnes qui se sont mobilisées pour l'action familiale et pacifique du 2 juillet à Saint-Sylvain d'Anjou, un cortège constitué d'une vingtaine de collectifs, associations, syndicats et partis politiques co-organisateurs et signataires de la lettre ouverte qui vous a été adressée, avec le soutien et l'engagement de plusieurs élu.e.s, l'implication de naturalistes, de paysan·ne·s, de riverain·e·s, de journalistes...

« Nous sommes une démocratie qui s'exprime »

Enjeux écologiques

Les rapports du GIEC et de l'IPBES pointent un effondrement de la biodiversité, en grande partie due à l'artificialisation des sols. Cette expansion des sols bâtis ne cesserait pas avant 2050 (ZAN), bien trop tard pour endiguer cet effondrement. Car il ne suffit pas de conserver quelques îlots de verdure au milieu d'une trame de goudron et d'acier pour préserver la biodiversité. De plus les compensations environnementales ne pourront remplir les mêmes services écosystémiques avant des dizaines d'années. La compensation écologique de la zone Océane actuelle est d'ailleurs très défaillante. Il y a donc urgence à engager un modèle soutenable sur le territoire du Ministre de l'écologie et au sein d'une agglomération qui affiche ses ambitions en matière de transition écologique.

Ce projet condamnerait des dizaines d'hectares de parcelles agricoles dont 28 sont en agriculture biologique. Il grignoterait la ceinture végétale indispensable à l'Est d'Angers, notamment pour maintenir un couloir écologique. Il augmenterait les émissions de GES, participerait autant à l'épuisement des ressources qu'à celui des pays exploités, et dégraderait ou détruirait (selon les scénarios) des zones humides essentielles à l'épanouissement de la vie.

Le diagnostic écologique présente plusieurs biais d'analyse : certaines zones d'intérêt n'ont pas été étudiées, les inventaires d'espèces sont incomplets** et les spécificités de certaines espèces n'ont pas été prises en compte (niches, migrations, horaires de comptage...).

« Nous sommes le vivant qui se défend »

Alternatives

On ne peut plus invoquer les seuls objectifs économiques qui enferment des salarié·e·s dans des entrepôts pour trier des produits importés et qui mettent sur les routes des milliers de camions. Nous proposons donc des alternatives qui ne condamnent pas ces terres fertiles. Des centaines d'emplois concrets et utiles sont à créer localement pour développer une agriculture paysanne de proximité, étendre la filière biologique et l'artisanat local, dynamiser des circuits de distribution à l'échelle de l'agglomération, recycler les entrepôts et les moyens de production existants, encourager le réemploi des objets, réduire la consommation d'énergies grises comme vertes, accompagner les associations et collectifs qui œuvrent pour la cohésion sociale, l'entraide et la citoyenneté, soutenir davantage la formation professionnelle et les réorientations, l'éducation et la culture, la fête et la créativité...

« Nous sommes la terre qui s'éveille »

Nous demandons aujourd'hui à nos élu·e·s l'abandon du projet de zone d'activité de la Nouvelle Océane, et une mue de la politique d'Angers-Loire-Métropole en matière d'aménagement du territoire, de transition sociale et économique et de préservation du vivant.

Les Soulèvements de l'Anjou, Angers, le 7 juillet 2023.

**Dans un article du journal « le Monde » du 3 juillet 2023, M. Verchère en réponse aux critiques sur l'artificialisation de la zone déclarait « On va vers quelque chose de tout à fait raisonnable » sous prétexte que tout ne serait pas artificialisé...*

*** Sur la zone, on note la présence d'espèces menacées et protégées dont le Grand Capricorne et la Barbastelle d'Europe (Chauve-souris) devenue l'emblème des Soulèvements de l'Anjou.*